

LA VÉRITÉ



DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

**AU MOMENT OU NOUS
METTONS SOUS PRESSE**

**La répression
gouvernementale
frappe à nouveau
le P. C. F.
Exigez partout
la cessation
des poursuites.**

**Le courant de gauche
dans le P. C. F.
est indestructible**

par P. FRANK

L'affaire Marty-Tillon n'est pas un problème intérieur au P. C. F. Les dirigeants de ce parti sont obligés, dans des meetings publics, de parler de la crise de direction du plus important parti ouvrier de France et de lui consacrer des pages entières de « L'Humanité ». Les bourgeois et les socialistes ricanent devant quelque chose qu'ils ne comprennent pas ou bien se livrent à des provocations pour essayer de tirer quelque profit de cette crise. Les ouvriers révolutionnaires désirent avant tout savoir les causes de cette affaire et où est l'intérêt de leur classe.

D'où vient qu'une direction qui a travaillé depuis bientôt 20 ans et qui a fait de grands tournants se casse soudainement? Toute la situation actuelle est dominée par la préparation d'une nouvelle guerre mondiale. Dans son III^e Congrès Mondial tenu il y a 15 mois, la IV^e Internationale prédisait que les préparatifs forcés d'une guerre qui serait la lutte finale pour toute une époque entre les impérialismes coalisés et la révolution sous ses formes diverses (U. R. S. S., vieil Etat ouvrier bureaucraté, jeunes Etats ouvriers déformés, Chine populaire, mouvements révolutionnaires dans les métropoles et dans les colonies) entraîneraient une radicalisation des masses et d'importants développements politiques dans les grands partis ouvriers. Dans la social-démocratie, un gauchissement dont le bevanisme est la manifestation la plus spectaculaire. Dans les Partis communistes, surtout dans ceux qui sont liés à des masses, un double phénomène: une tendance fondamentale à un gauchissement de leur politique à travers d'inévitables zigzags et le développement de courants de gauche. Nous disions:

« Les P. C., tout en étant inféodés par leurs directions au Kremlin et tout en agissant fondamentalement comme agents des intérêts de la bureaucratie soviétique, sont placés dans des conditions nouvelles (les préparatifs de guerre, une radicalisation des masses) dont ils subissent les conséquences. Obligés, tout en insistant pour un compromis, de lutter contre les préparatifs de guerre de la bourgeoisie, et subissant la pression des masses, ils véhiculent un potentiel révolutionnaire qui peut les entraîner au delà des intentions du Kremlin et de leurs dirigeants, ce qui n'est pas sans danger pour leur conformisme bureaucraté... »

En France, le mécontentement des masses se développe, mais ne s'est cependant pas encore transformé en de grands mouvements. Par contre, la partie de la classe ouvrière la plus politiquement sensible — et qui se trouve essentiellement dans le P. C. F. — cherche le moyen de dresser les masses contre la guerre et le capitalisme. La politique du P. C. F. ne satisfait pas les militants les plus communistes, ils voient que les masses votent pour les candidats P. C. F. ou C. G. T. mais ne répondent pas aux appels pour des actions. Ils n'étaient pas satisfaits des pétitions, ils tendaient à généraliser leurs inquiétudes et à les rattacher à la politique qui, en 1944-45, les désarma. Ils veulent une politique révolutionnaire qui mobilise les masses pour la conquête du pouvoir. On a raté le coche en 1944, on ne le ratera plus la prochaine fois.

Tout cela est certainement encore très confus. Mais ce fut suffisamment fort pour que, dans les plus hauts sommets du P. C. F., dans une direction qui paraissait bureaucratée à jamais, ces préoccupations trouvent un écho. Quant au III^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, nous prévoyions le développement de courants de gauche dans le P. C., nous étions loin de penser que, dès ce moment-là, bien avant que se fasse sentir la pression de très larges masses, bien avant que s'engagent des combats décisifs, la sensibilité révolutionnaire des militants les plus combattifs du P. C. F. trouverait un reflet aux plus hautes instances de ce parti.

Bien sûr, ceux des dirigeants du P. C. F. qui tiennent à ce que nous appelons le conformisme bureaucraté, c'est-à-dire qui sont prêts à aller à droite ou à gauche en

(Suite page 4)

LE FRONT UNIQUE POUR UN Gouvernement Communiste-Socialiste n'est ni utopique, ni aventureux

La nécessité de chasser le gouvernement et de le remplacer par un gouvernement de la classe ouvrière qui stopperait la marche à la guerre, augmenterait les salaires, exproprierait les grands capitalistes et donnerait leur indépendance aux peuples coloniaux, ne fait de doute pour aucun travailleur.

Mais cela est-il possible? Du jour au lendemain, non bien sûr. Mais cet objectif ni utopique, ni aventureux, et, l'on peut, L'ON DOIT MEME l'ouvrir comme perspective à la classe ouvrière.

Pourquoi? Parce que, le régime capitaliste français, malgré ses apparences, se débat dans une crise économique et politique profonde et sans issue et surtout parce qu'il y a des millions d'ouvriers, de fonctionnaires, d'artisans, de petits commerçants et de petits paysans qui veulent que cela change.

LA FORCE DU COMMUNISME

Mais ces conditions se trouvent encore améliorées par la force du communisme en France.

Les ouvriers sont divisés, il y a les chefs socialistes qui soutiennent la politique de guerre de l'impérialisme mais si le Parti Communiste Français qui a vraiment l'influence sur la plus grande partie du mouvement ouvrier s'engageait résolument dans la lutte pour le gouvernement de la classe ouvrière alors la situation pourrait être retournée du tout au tout en France. Concrètement cela signifierait qu'il faudrait dire aux masses travailleuses: lutter pour l'augmentation des salaires, lutter pour la défense des libertés démocratiques, pour la libération des peuples coloniaux, contre le plan Marshall, contre le pacte atlantique, contre les deux ans, c'est lutter en fait pour abattre ce régime de misère et instaurer le pouvoir de la classe ouvrière; c'est là l'aboutissant de toutes vos luttes.

UN GOUVERNEMENT COMMUNISTE-SOCIALISTE

Mais un gouvernement n'est pas une chose abstraite, il est composé d'hommes représentant des partis politiques différents qui sont eux-mêmes les représentants des différentes couches sociales du pays. De nos jours c'est le Parti Communiste Français qui influence essentiellement la classe ouvrière mais l'autre parti ouvrier, le Parti

Socialiste, a la plus grosse influence sur les couches plus arriérées du prolétariat et sur les classes moyennes pauvres. Si le Front unique entre le Parti Communiste Français et le Parti Socialiste se réalisait, il rassemblerait dans un même front toute les masses travailleuses. Pour arriver à ce résultat il suffirait que le Parti Communiste Français s'adresse au Parti Socialiste comme la C. G. T. s'est adressée à Force Ouvrière et lui propose le Front unique pour le gouvernement communiste-socialiste. La direction du Parti Socialiste tout comme la direction de Force Ouvrière ferait peut-être alors la sourde oreille à ces propositions mais cette politique unitaire pour le gouvernement communiste-socialiste serait excellente pour réaliser l'unité d'action des travailleurs communistes et socialistes.

DES MILLIERS DE COMMUNISTES SOULEVENT LES MEMES PROBLEMES QUE MARTY ET TILLON

La direction du Parti Communiste Français n'a pas ce programme. Elle appelle les travailleurs à lutter contre les préparatifs de la guerre impérialiste mais, selon elle, cette lutte doit servir à imposer la « coexistence », le Pacte des cinq grands. Elle parle du gouvernement en termes abstraits. Elle a à l'égard du Front unique avec le Parti Socialiste une politique sectaire qui s'adresse seulement à la base du Parti Socialiste. La nouvelle politique du Front national uni n'a rien changé à cela. Mais si les travailleurs socialistes étaient convaincus que leurs dirigeants sont des traîtres ils ne seraient plus dans le Parti Socialiste. Ce qu'il faut c'est les aider à faire leur

expérience. Or cela on ne peut le réaliser qu'en mettant les chefs socialistes au pied du mur.

Des milliers de militants communistes voudraient voir leur parti changer de politique, car ils pensent eux aussi qu'aujourd'hui il faut lutter pour le gouvernement de la classe ouvrière, pour l'Unité d'action avec le Parti Socialiste. La crise Marty-Tillon a révélé ceci avec une ampleur qui n'était même pas imaginable. Marty et Tillon n'ont, semble-t-il, pas parlé de la question du gouvernement, mais ils sont accusés de s'être exprimés « avec dédain sur les campagnes de signatures qu'ils considéraient comme n'étant pas de l'action », d'avoir défendu une conception différente de celle de la direction du parti sur le Front unique avec les Socialistes; d'avoir mis en cause la politique de paix; mais toutes ces questions tournent autour du problème du gouvernement et du Front unique. Et elles sont celles que se posent les militants du Parti Communiste Français. Aucune pression si puissante soit-elle ne pourra maintenant empêcher ces réflexions. Peu à peu elles seront discutées dans le Parti et la direction devra bien compter avec elles.

La lutte pour le gouvernement de la classe ouvrière n'est ni utopique, ni aventureuse. Elle est la seule efficace pour combattre les préparatifs de la guerre impérialiste, libérer le prolétariat français des chaînes capitalistes, défendre l'U. R. S. S., la Chine et tous les pays antiimpérialistes sur qui pèse la terrible menace de la guerre impérialiste, aider les peuples coloniaux à se libérer du joug du capitalisme.

Michèle MESTRE.

Les militants résoudre les problèmes soulevés par MARTY-TILLON

L'ASPECT fractionnel, caché, des désaccords de Marty et Tillon leur est certainement beaucoup reproché par les militants de base. Certains doivent bien se demander si cette indiscipline ne leur était pas imposée par l'impossibilité de s'exprimer ouvertement dans laquelle les règles d'unanimité obligatoire de la direction les mettaient. Mais, de toutes

façons, cette faute — si faute il y a — une fois sanctionnée, reste le plus important: la base politique des divergences. D'ailleurs le B. P. lui-même considère ceci comme le plus important puisqu'il ne considère pas comme suffisante l'auto-critique de Marty portant sur le côté organisationnel et disciplinaire du conflit. En fait, on peut même dire, qu'à partir du moment où la déclaration du B. P. (« Les problèmes de la politique du Parti ») montre que les divergences portent avant tout sur « un certain nombre de questions importantes » de la politique du Parti et non sur des questions de méthodes ou de tempérament, tous les aspects du problème se trouvent remis en question. Les aspects politiques et aussi les aspects organisationnels et disciplinaires. Car, comme le dit cette déclaration: « chaque membre du Parti a le droit d'exprimer librement et largement ses opinions au secrétariat, au Bureau Politiques qui se déroulent au sein des organismes réguliers du Parti... Les camarades André Marty et Charles Tillon ont toujours eu la possibilité de défendre leurs opinions au secrétariat au Bureau Politique, au Comité Central, dans les Congrès du Parti ». « Seules des opinions contraires au programme du Parti ne peuvent être exposées et défendues en son sein ». Personne n'a dit que leurs opinions étaient contraire au programme du Parti et personne ne peut soutenir que le fait de n'avoir pas usé de leur droit et devoir à s'exprimer dans le passé les prive maintenant.

J. PRIVAS.
(Suite page 2.)

UN FOND DE 200.000 FRANCS

Notre liste de souscription montre que sur le simple appel paru dans « La Vérité des Travailleurs » les sympathisants du trotskysme ont immédiatement commencé à répondre.

L'administration du journal a fixé à 200.000 francs la somme dont elle

a besoin pour équilibrer son budget. Le P. C. I. a décidé de collecter cette somme en abonnements et souscriptions d'ici le 1^{er} janvier 1953.

Nous comptons sur tous les lecteurs pour atteindre et dépasser ce but.

SOUSCRIPTIONS

Un sympathisant.	365
Collecte à une réunion de sympathisants.	2.105
Sympathis. Brest.	277
Sympathis. de l'Hérault.	1.000
Bob.	1.000
P. B.	2.000
P.	10.000
Anonyme.	200
T., Paris.	600
J. M. Paris.	200
H. I., Bas-Rhin.	50
C. I., Basses-Alpes.	50
F.	200
J.	1.000
Liste belge.	13.948

Total. 32.995

ABONNEMENTS

.	9.600
Total général.	42.595

**Parti Communiste
Internationaliste
10, rue de Lancry
PARIS - X.**

**PERMANENCE :
tous les samedis après-midi**

Abonnement: 1 an 200 francs.
CORVIN c/o P. FRANK,
10, rue de Lancry, Paris
C. C. P. 6964-96

PINAY DEVANT L'ECHEANCE

Les discours dominicaux de Pinay et des gouvernants qui veulent s'ériger en défenseurs des intérêts des consommateurs, ne trompent plus personne et la véritable politique de la bourgeoisie camouflée en libéralisme économique se fait de plus en plus nettement jour.

Dans la préparation du budget de 1953 l'orientation plus décidée que jamais à la préparation de la guerre est nettement marquée.

D'un côté, un gonflement énorme des sommes pour l'armement et la guerre, de l'autre, la réduction massive du programme d'investissement pour la construction d'habitations, d'écoles, pour la production d'objets de consommation.

Si le gouvernement a pu jouer sur la baisse générale des prix des matières premières pour ne pas connaître une inflation rapide, ce n'était que reculer pour mieux sauter.

L'échéance arrive où il aura à faire face à une nouvelle inflation due à l'intensification des préparatifs de guerre. L'accentuation du déficit du commerce extérieur, l'accroissement de la circulation fiduciaire qui dépasse 2.000 milliards, la baisse de la production dans les secteurs fabriquant des biens de consommation, caractérisent l'évolution de la situation de l'économie française.

Pour mieux préparer la guerre, Pinay, soutenu par les magnats de l'industrie lourde, a compris qu'il ne suffit plus de réduire le pouvoir d'achat de la classe ouvrière; il faut maintenant frapper les classes moyennes. D'où l'offensive violente contre les commerçants, les artisans et la petite industrie.

Pinay peut assurer à grand renfort de discours que c'est pour le bien des consommateurs, personne ne s'y trompe, sa baisse des prix a fait long feu.

Tout au contraire, c'est une menace de chômage pour les ouvriers dans plusieurs secteurs de l'économie, et le blocage des salaires, qui marquent la politique de Pinay.

Le renforcement de la fiscalité, d'un autre côté, atteint les classes moyennes.

Mais actuellement ce n'est pas seulement sur les problèmes économiques que le gouvernement Pinay peut rencontrer des difficultés. Les problèmes politiques posés par la maturation révolutionnaire en Afrique du Nord, par les défaites militaires subies ces derniers mois en Indochine sont des facteurs d'instabilité gouvernementale.

La nécessité pour la bourgeoisie d'envisager la prolongation du service militaire, d'attenter aux libertés démocratiques, pour poursuivre l'application des plans de guerre sont aussi des facteurs d'instabilité.

Enfin, un élément essentiel de la crise réside dans le règlement de la question allemande et la ratification des accords de Bonn. Les attaques contre Schumann de la part de certaines couches de la bourgeoisie traditionnellement antiallemande risquent de précipiter la crise.

Les déclarations de Queuille sur cette question montrent le danger que fait subir à Pinay et son cabinet les problèmes de politique étrangère.

Mais la bourgeoisie ne peut remplacer Pinay qu'en mettant à sa place un gouvernement plus à droite, qui accusera encore la politique de préparation à la guerre au profit du grand capital industriel et financier... si les travailleurs la laissent faire.

P. GIRAUD.

ACHETEZ VOS LIVRES

aux Services d'Édition
— et de Librairie —

Littérature,
Histoire,
Marxisme,
Livres de classe.

Passez vos commandes à « La Vérité des Travailleurs », le S.E.L. vous les livrera franco de port.

Le numéro d'Octobre 1952 de
« QUATRIEME
INTERNATIONALE »
est sous presse.

Au sommaire:

De l'article Billoux à l'affaire
Marty-Tillon, par M. PABLO.
La réforme agraire en Chine, par
KIM.
Les événements d'Égypte, par
MUNIR.
J.-P. Sartre, le Léninisme et le
Stalinisme, par P. FRANK.
La victoire de Trotsky, par E.
GERMAIN.
Etc., etc...

LES MILITANTS RÉSOUDRONT LES PROBLÈMES SOULEVÉS PAR MARTY-TILLON

(Suite de la première page)

nant de ce droit. Or, ce qui est exigé d'eux n'est pas d'exprimer leurs divergences, dans la mesure où ils les conservent toujours, mais uniquement d'en faire l'auto-critique, c'est-à-dire de les abandonner. Ceci laisse croire que ce qui est sanctionné n'est pas de taire les divergences mais d'en avoir. Ce système ne peut qu'empêcher la clarification des problèmes politiques par et pour tous les militants et éclairer d'un nouveau jour toutes les règles d'organisation au nom desquelles les sanctions sont prises.

Les questions politiques mises en lumière par la déclaration du B. P. montrent que le droit de s'exprimer librement dans un Parti ouvrier, « étant bien entendu que la décision prise au terme de la discussion est valable pour tous et doit être appliquée par tous », ne découle pas d'un besoin de bavarder mais est une nécessité pour déterminer la ligne la plus juste, notamment dans les congrès. Car, en effet, ces questions, bien qu'illustrées par des événements, des actions ou des opinions d'un passé plus ou moins récent, sont, en fait, les questions que la vie pose aujourd'hui à chaque militant. D'ailleurs si la crise a pris un caractère aigu c'est précisément parce que ces questions sont posées par la situation actuelle et non par le mauvais caractère de Marty ou par des controverses d'historiens désintéressés.

Marty remettait en question l'attitude vis-à-vis des chefs socialistes. Mais chaque militant du P. C. F. se trouve devant la tâche de réaliser le Front unique avec les ouvriers socialistes mais sans leurs chefs — et n'y arrive pas, car l'ouvrier socia-

liste peut lui répondre symétriquement : « Avec toi, oui, mais sans Thorez. »

Tillon discutait les campagnes de signatures pour la paix. Mais chaque militant voit l'écho décroissant de ces campagnes et qu'elles n'ont empêché ni un dollar ni un homme d'être affectés, par l'impérialisme, à la préparation de la guerre. Alors que l'action des travailleurs belges a fait reculer les 2 ans.

L'un et l'autre mettaient en cause la nature de l'attachement du P. C. F. à l'U. R. S. S. Mais chaque militant peut se demander si la politique du Parti doit épouser chaque fluctuation diplomatique en face de chaque bourgeoisie. Le Comité Central, avant l'auto-critique de Fajon, insistait sur la nécessité d'organiser le combat des peuples coloniaux et des prolétaires contre la bourgeoisie pour l'empêcher de faire la guerre. Depuis, la diplomatie soviétique voulant arracher la bourgeoisie française au pacte atlantique (ce qui est sa tâche propre) le P. C. F. lance le mot d'ordre du Front National Uni et relègue au second plan les luttes prolétariennes. Ne serait-il pas plus efficace pour la défense de l'U. R. S. S. de se préparer à abattre le grand capital ennemi irréconciliable de l'U. R. S. S. et de la révolution plutôt que de tenter de lui imposer une nouvelle ligne diplomatique qu'il abandonnera comme l'on fait De Gaulle et Hitler après avoir signé des pactes avec Moscou? Dans la mesure improbable où il voudrait encore signer de tels pactes.

Marty ne croit pas que la guerre n'est pas fatale. Mais malgré les offres de coexistence pacifique, l'impérialisme la prépare! Et si elle éclatait faudrait-il prendre les armes pour le pouvoir ou pour un quelconque gouvernement De Gaulle?

Si la direction frappe si fort sur ces questions c'est parce qu'elle sait que les opinions de Marty-Tillon ne sont pas seulement les leurs mais celles de toute une aile du P. C. F. Elle réussira vraisemblablement à ce qu'elles ne s'expriment pas car les militants veulent rester dans le Parti qui les rallient aux larges masses et qui se trouvera, que la direction le veuille ou non, à la tête de la guerre civile qui accompagnera la guerre. Mais ces idées, quelques soient les tournants politiques de la direction continueront à se développer. Et ce qui

est plus, elles s'exprimeront dans l'action révolutionnaire des militants et de tous les travailleurs car cette action d'une classe révolutionnaire sera plus forte que tous les ordres disciplinaires.

Même si Marty et Tillon font une auto-critique les idées continueront à faire leur chemin car elles naissent des tâches qu'impose la situation de guerre et de révolution aux communistes, et aucune sanction n'empêchera qu'elles essaieront de triompher dans le Parti.

Même s'ils sont exclus, s'ils restent dans le camp ouvrier, leur influence continuera à croître dans le P. C. bien qu'ils ne pourront bâtir un parti capable de remplacer le P. C. F. à la tête des masses.

Car sous la pression des masses qui veulent et voudront un pouvoir ouvrier les dirigeants devront se soumettre à leur volonté ou rompre avec elles.

De toutes façons, bien que longue, la sélection d'une nouvelle direction révolutionnaire commence à s'effectuer au sein même des masses organisées ou influencées par le P. C. F. Et c'est l'aspect le plus important de cette crise.

Messali Hadj

Messali Hadj, le leader du M. T. L. D., est à nouveau victime de la répression bourgeoise. Mais rien n'arrêtera la solidarité grandissante des travailleurs français et du peuple d'Afrique du Nord.

Tous unis ils feront rapporter les mesures iniques prises à l'encontre de Messali Hadj.

EXCELLENTE REUNION DE DISCUSSION DES " AMIS DE LA VERITE "

Vendredi 3 octobre une réunion des « Amis de la Vérité » groupait une trentaine de sympathisants.

P. Frank exposa les raisons politiques du départ de la IV^e Internationale d'une partie du P. C. I. J. Privas montra en quoi la crise Marty-Tillon était une éclatante confirmation des thèses adoptées par le III^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale.

LECTEURS DE LA REGION PARISIENNE

Le Numéro du mois de Novembre de « La Vérité des Travailleurs » sera en vente dans les kiosques des gares et du métro de la Région Parisienne.

L'affaire Marty a soulevé d'un seul coup dans le Parti Communiste Français une question qui couvait depuis des années : le Parti a-t-il eu raison ou tort d'entrer dans le gouvernement De Gaulle en septembre 1944, de laisser désarmer les milices patriotiques, d'incorporer purement et simplement les F. T. P. dans l'armée bourgeoise, d'abandonner le pouvoir effectif qu'il exerça pendant des mois dans plusieurs régions du pays comme le Massif Central, la campagne bretonne, le Limousin?

Nous ignorons ce qu'André Marty pense exactement de cette question, mais son opinion et celle des militants est certainement digne d'intérêt puisque Jacques Duclos y répondait dans son discours de Nantiat le 28 septembre :

« Le Parti Communiste, qui ne dissimule pas son intention d'aboutir à l'instauration du socialisme en France quand la puissance d'expression de la volonté populaire le rendra possible, a conscience de n'avoir laissé échapper aucune possibilité historique à quelque moment que ce soit, et d'avoir en toutes circonstances fait son devoir... »

« Si la voie suivie (après la libération) avait été différente, un prétexte aurait été donné aux Américains de « crainte de voir l'armée rouge s'avancer trop en direction de l'Ouest », de procéder à un renversement d'alliance et de s'allier avec Hitler en Europe. Sur le plan intérieur, le prétexte aurait été donné au fasciste De Gaulle, avec l'aide américaine, d'écraser la classe ouvrière. La politique sage et clairvoyante de notre parti n'a pas permis cela. Nous sommes des révolutionnaires, et non des aventuriers. »

Le Bureau Politique reprit cette argumentation dans sa déclaration sur « Les Problèmes de la Politique du Parti » (« Humanité » du 4 octobre).

" LE PRÉTEXTE "

Il faut d'abord remarquer que ces documents utilisent comme argument contre la possibilité de faire la révolution, l'éternel argument utilisé par tous les adversaires de la révolution contre les révolutionnaires. Qu'on relise le Manifeste Communiste: il y a déjà plus de 100 ans, les libéraux accusaient les révolutionnaires de faire le jeu de la réaction en lui donnant le prétexte de combattre les libertés démocratiques. La grève donne le prétexte au patron d'organiser les lock-out. Le Parti Communiste Allemand a donné le prétexte à Hitler d'écraser le mouvement ouvrier. En organisant la manifestation contre Ridgway, on a donné un prétexte à Pinay pour arrêter Duclos. En un mot : si l'on reste bien sage et ne donne aucune raison d'inquiétude à la bourgeoisie, celle-ci n'aura besoin d'aucun prétexte pour vous tolérer.

Pour un marxiste, les classes sociales n'agissent pas d'après des « prétextes », mais leurs intérêts et les rapports de forces qui permettent d'atteindre ces intérêts. Une fois ces rapports de force donnés, on trouve toujours un prétexte convenable. Si Pinay a fait arrêter Duclos, ce n'est pas parce que la manifestation du 28 mai lui donnait « un prétexte », mais parce qu'il désirait monter un complot et faire une épreuve de force; le reste était aléatoire. Si De Gaulle n'a pas « écrasé la classe ouvrière » en 1944, ce n'est pas parce que « des prétextes manquaient ». Depuis quand les fascistes attendent-ils des prétextes pour frapper le mouvement ouvrier? N'est-ce pas plutôt parce qu'il ne pouvait pas le faire? Parce qu'il était trop faible pour le faire? Parce que les rapports de forces lui étaient défavorables?

ON POUVAIT PRENDRE

PAR E.

LES RESULTATS ET LES CAUSES

Une politique se juge à ses résultats. Examinons donc les résultats de la politique que Jacques Duclos défend aujourd'hui encore comme correcte. La C. G. T. comptait 6 millions de membres en 1944-45; elle en compte 2,5 aujourd'hui. Le P. C. F. comptait 1 million de membres en 1944; il en compte un demi-million aujourd'hui. « L'Humanité » se vendait à 450.000 exemplaires, elle se maintient péniblement à 175.000 aujourd'hui. Le P. C. F. et la S. F. I. O. avaient la majorité absolue des sièges à la Constituante; ils sont loin du compte aujourd'hui. De Gaulle n'avait aucun parti politique en 1944: il en possède un aujourd'hui. Il n'y avait ni C. S. R., ni super-préfets, ni de maréchal Juin en 1944; ils existent aujourd'hui. Il n'y avait ni « Défense de la France », ni « Paroles Françaises », ni les vichystes de « L'Aurore »; aujourd'hui ils tiennent le haut du pavé. On arrêta les fascistes, les flics et les collabo; on licencia les militants syndicalistes et on arrêta les militants communistes. Quelqu'un peut-il douter de ce que tout cela signifie? Comment les rapports de forces ont-ils changé? En faveur ou en défaveur du Parti Communiste? En faveur ou en défaveur de la classe ouvrière? Une politique juste peut-elle aboutir à un tel affaiblissement de ceux qui la prônent? N'ont-ils pas mille fois raison, ces militants communistes du rang qui se posent la question: Si l'on avait agi autrement, en aurait-il été de même?

Duclos déclare que le P. C. F. ne dissimule pas son intention d'aboutir à l'instauration du socialisme quand « la puissance d'expression de la volonté populaire le rendra possible », et qu'aucune occasion a été perdue. Vraiment, aucune occasion n'a-t-elle été perdue? Oui ou non, le P. C. F. et la S. F. I. O. (sans parler de leurs alliés), avaient-ils la majorité absolue à la Constituante? Oui ou non, étaient-ils engagés ensemble, solennellement, ne fût-ce que pour le programme du Conseil National de la Résistance? Pourquoi ce programme n'a-t-il pas été réalisé? Pourquoi le P. C. F. n'a-t-il pas fait appel au pays pour réaliser ce programme, si par hasard les dirigeants socialistes se refusaient à marcher de l'avant? Pourquoi a-t-il laissé échapper cette occasion unique qui était celle d'une majorité ouvrière au Parlement d'une part, d'un puissant courant d'opinion de la petite bourgeoisie en sa faveur d'autre part, et de la paralysie complète de la bourgeoisie finalement — Martinet rappelait l'autre jour dans l'« Observateur » que tout le monde se disait socialiste en 1944! Nous ne disons pas pour établir la dictature du prolétariat ou proclamer la république soviétique, mais simplement pour nationaliser l'ensemble des banques et industries-clés, instaurer l'échelle mobile et le contrôle ouvrier, réorganiser de fond en comble la structure étatique en la débarrassant des inspecteurs de finances et autres agences du Capital, ne fût-ce que « sous le prétexte » qu'ils avaient tous collaboré avec Vichy?

Il y a une réponse à cette question. Si cette occasion a été perdue, si on a laissé se détériorer constamment les rapports de forces au profit de la bourgeoisie, si les communistes et les ouvriers ont perdu une après l'autre toutes les positions conquises ou à la portée de la main en 1944-45, c'est parce qu'à ce

LE 19^e CONGRÈS du Parti Communiste de l'U. R. S. S.

Au moment où nous composons ce numéro, on ne possède encore qu'une partie de l'article de Staline et que des morceaux du rapport de Malenkov. Aussi nous bornons-nous à quelques observations générales, et reviendrons-nous dans notre prochain numéro sur cette question.

Les discours de Molotov et de Malenkov sont plus précis que les déclarations de Staline. Ils visent à donner une note optimiste. D'abord sur les développements intérieurs en U. R. S. S. Mais il y a la question du danger de guerre qui doit inquiéter les masses soviétiques. Là aussi, ils essayent de leur dire que tout va bien.

Leur point de départ est un fait incontestable, à savoir que le rapport de forces s'est déplacé en faveur du camp antiimpérialiste et qu'il continue à le faire. C'est le cas depuis le triomphe des armées de Mao en Chine. Mais, que disent alors les dirigeants soviétiques? Affirmant que l'U. R. S. S. n'a aucune intention belliqueuse, et soulignant les tendances impérialistes des Etats-Unis, ils concluent: il n'y aura pas la guerre entre l'U. R. S. S. et les U. S. A., mais la politique américaine fait supporter un fardeau de plus en plus insupportable à la France, la Grande-Bretagne... et ces pays pourront être amenés à se battre contre les U. S. A. pour regagner leur indépendance nationale.

Cette hypothèse que des divergences dans le camp impérialiste peuvent aboutir à la guerre est absurde. Tout le monde capitaliste hors les U. S. A. ne peut rassembler suffisamment de forces pour tenir en échec les forces américaines. Et la grande bourgeoisie de ces pays qui, en définitive, détermine la politique sait qu'elle ne peut faire autre chose que suivre les U. S. A. La meilleure preuve en est apportée par l'organe bourgeois le plus « neutraliste », « Le Monde », qui souligne que son programme c'est d'utiliser les difficultés américaines pour obtenir plus de place pour la France dans la coalition impérialiste.

On peut comprendre que la diplomatie soviétique joue sur les antagonismes au sein des puissances capitalistes pour gagner du temps et affaiblir la coalition capitaliste. Mais le Congrès du P. C. de l'U. R. S. S.

LA VICTOIRE DE BEVAN

DE NOTRE CORRESPONDANT G. HELMER

La victoire du bevanisme au Congrès du Labour Party a été reconnue de tous. Cette assemblée marque un tournant dans la vie de ce parti, l'aile droite a été condamnée, les Morrison et Dalton ont subi un échec cuisant.

La bataille a fait rage tout au long du Congrès. Sur la question des « dénationalisations » projetées par le gouvernement Churchill, si l'unanimité se prononçait pour une renationalisation, l'aile droite combattit une proposition de ne pas payer d'indemnisation une seconde fois. La bataille prit toute son ampleur quand la gauche demanda que la grève fut employée comme moyen pour renverser le gouvernement conservateur.

Les bonzes syndicaux Deakin et Lawther, perdant leur sang-froid, intervinrent de la façon la plus crue: « Si vous voulez de l'argent, vous nous écouterez... » commença Deakin, président de la centrale syndicale. Mais il fut non seulement conspué, les syndicats se divisèrent dans le vote, les métallos soutinrent la résolution qui ne fut rejetée que par une majorité de 2 à 1.

Le Congrès applaudit le discours de Bevan lorsqu'il préconisa des mesures socialistes par le prochain gouvernement travailliste comme seule réponse aux difficultés présentes.

s'adresse aux masses soviétiques et les couches les plus combattives du prolétariat mondial suivent ses travaux. Et, dans ce sens, l'orientation qui a été définie désarme les travailleurs du monde entier en face des événements gigantesques qui se préparent. Le Kremlin peut pratiquer une politique illusoire; les ouvriers révolutionnaires seront obligés par les problèmes qui se posent, à eux, de définir une politique basée non sur des contradictions inter-impérialistes, mais sur une lutte de classe menée jusqu'à la conquête du pouvoir, comme moyen de défendre le camp antiimpérialiste contre l'agression du capital qui, par un effort suprême, veut conserver et restaurer sa domination sur le monde entier.

En politique étrangère, la résolution bevaniste ne demandait qu'un réexamen et une réduction du budget des armements. Elle fut repoussée à une majorité de 3 contre 2. Il faut signaler que la délégation des Mineurs ne décida de voter contre cette résolution qu'à une voix de majorité; un déplacement d'une seule voix dans cette délégation eût entraîné le vote de la résolution bevaniste.

Le Congrès a révélé plus qu'une victoire bevaniste. Il a montré qu'il existait une gauche plus cohérente, plus conséquente que le mouvement bevaniste, et ce sur toute une série de problèmes (demandant le retrait des troupes de Malaisie, d'Egypte et des colonies, la rupture avec l'alliance atlantique, le soutien des luttes des peuples coloniaux — et sur les problèmes intérieurs mentionnés plus haut).

L'aile droite s'est déchainée depuis la tenue du Congrès, avec l'encouragement de toute la presse capitaliste. Les bonzes syndicaux notamment sont décidés à arrêter la progression de la gauche à tout prix, y compris au prix d'une scission. Dans une réunion organisée par son journal de tendance: « Tribune », Bevan a pu dire justement que la lutte de classe qui avait jusqu'alors été menée entre conservateurs et travaillistes se trouvait maintenant transférée dans le Labour Party. Il se prononça pour que le conflit de tendances se poursuive démocratiquement sans rupture de l'unité du mouvement. L'aile gauche n'a évidemment aucune raison de souhaiter une scission, pas plus qu'elle ne peut la craindre. Le tout dépend avant tout de l'aile droite.

Mais celle-ci aura des difficultés à le faire. Elle est une minorité dans le Parti. Elle ne serait pas suivie par la base des syndicats qui est contre l'orientation des bonzes qui sont à leur tête. La situation va à l'encontre de la droite. Les ouvriers se souviennent de la trahison de Mac Donald. En tout cas, le Congrès a mis à l'ordre du jour un changement de direction du mouvement ouvrier britannique et le conflit aura une intensité croissante dans les mois qui viennent.

LE POUVOIR EN 1944-45

GERMAIN

moment-là, personne ne s'est adressé au peuple en sondant « la puissance d'expression populaire » en faveur du socialisme. C'est qu'à ce moment-là on s'adressait au peuple en lui expliquant qu'il fallait produire d'abord, revendiquer ensuite et que « la grève est l'arme des trusts »! C'est qu'à ce moment-là on ne dénonçait pas le « fasciste De Gaulle » à la recherche de prétextes pour écraser la classe ouvrière; on appelait au contraire la classe ouvrière à acclamer De Gaulle sur les Champs-Élysées. C'est qu'à ce moment-là on ne dénonça les Leclerc, les Juin, les d'Argenlieu qui menaient déjà leur sale guerre en Afrique du Nord et qui la lançaient sur le Vietnam; on appelait au contraire les milices patriotiques à se dissoudre, parce qu'il ne fallait « qu'un seul Etat, une seule police, une seule armée » comme le proclamait Thorez au Comité Central d'Ivry! De plus ceux qui, comme les militants du P. C. I. dénonçaient cette politique furent traités d'« hitléro-trotskyistes » Duclos insultait-il le Bureau Politique de son Parti en insinuant que celui-ci ignorait que l'Etat de De Gaulle ne pouvait être qu'un Etat bourgeois; que la police de De Gaulle ne pouvait être qu'une police bourgeoise; que l'armée de De Gaulle ne pouvait être qu'une armée bourgeoise?

Voilà pourquoi on a raté le coche en 1944-45: parce que la direction du Parti Communiste, faisant violence à l'instinct et au dynamisme révolutionnaire de millions de militants, F. T. P. et sympathisants communistes, ne suivait pas une orientation révolutionnaire, mais s'installait dans la routine parlementaire; parce qu'elle n'appelait pas le peuple à se prononcer sur la transition vers le socialisme, mais bavardait sur la « démocratie nouvelle » (en compagnie du « fasciste De Gaulle »); parce que les milliers d'initiatives locales d'occupation d'usines, de constitution de comités d'organisation du contrôle et même de la gestion ouvrière — comme chez Berliet à Lyon — ne furent pas coordonnées, centralisées, organisées comme c'eût été le devoir d'un parti vraiment communiste, mais furent abandonnées à elles-mêmes, puis liquidées une à une. Parce qu'en autres termes, les dirigeants du P. C. F. ont aidé de toutes leurs forces à reconstruire l'Etat bourgeois et l'économie bourgeoise, au lieu de chercher à conquérir un maximum de positions pour la victoire du socialisme.

CE QUI ETAIT POSSIBLE

Nous ne disons pas qu'il fallait conquérir le pouvoir le 28 août 1944. C'eût été effectivement une aventure. Mais nous disons que dans toute la période 1944-45 il y avait des centaines d'occasions de créer et de développer les germes d'un pouvoir nouveau, que les masses avaient d'ailleurs constitués eux-mêmes (comités de libération, comités d'usine, milices patriotiques). Le devoir d'une véritable direction communiste, suivant l'exemple de Lénine, aurait été de développer au maximum ces positions acquises, d'exploiter au maximum ces possibilités. Ce qui serait arrivé plus tard, cela aurait résulté de l'évolution des rapports de forces que personne ne peut jamais prévoir exactement. Mais une chose est certaine: plus nombreuses auraient été les positions conquises par les communistes et la classe ouvrière dans son ensemble

en 1944-45, et plus la réaction aurait été écrasée, plus longtemps il lui aurait fallu pour rassembler ses forces, plus puissante aurait été la riposte ouvrière. Cela dans le pire des éventualités, celle où le pouvoir n'aurait pas été effectivement conquis à brève échéance...

Ce sont des vérités élémentaires qu'il faut agir vite et fort quand on est fort; si on laisse passer l'occasion, on devient ensuite toujours plus faible. Le malheur pour les communistes français, c'est qu'ils ont aidé l'ennemi de classe quand ils étaient forts; et quand ils se sont affaiblis, ils cherchent à faire ce qu'il aurait fallu faire quand on était fort. Il suffit de penser à ce qu'on fait aujourd'hui pour voir combien est ridicule l'argument du « danger américain » de ...1944. Le danger américain, il existe, il est puissant aujourd'hui: après six années d'hystérie anticommuniste aux Etats-Unis; après le rétablissement de la puissance économique et politique de la bourgeoisie dans toute l'Europe occidentale, d'abord en Allemagne; après l'affaiblissement considérable du mouvement ouvrier en France, en Italie, en Grèce, où on avait aussi laissé passer le coche en 44-45. Et malgré tout cela, les communistes organisent aujourd'hui encore des manifestations de masse, non sans succès, contre l'impérialisme américain. On peut imaginer ce qu'eût été la manifestation contre Ridgway ou la grève du 4 juin en 45! Rappelons-nous l'extraordinaire manifestation qui défila devant le Comité Central du P. C. F. quand des fascistes en cassèrent les vitrines! Alors l'écrasante majorité de la population était pleine d'admiration pour l'Armée Rouge. Ce sentiment prédominait même aux Etats-Unis. Un gouvernement travailliste venait d'arriver au pouvoir en Grande-Bretagne? A l'époque la fusillade du général Scobie à Athènes, en décembre 1944, souleva une telle tempête d'indignation dans les pays occidentaux, que les impérialistes reculèrent en toute hâte. Penser que dans de telles conditions — avec, en plus, des centaines de milliers de communistes armés en France et en Italie — l'impérialisme était capable de faire davantage qu'il ne fait aujourd'hui, quand les rapports de forces lui sont infiniment plus favorables en Europe occidentale, c'est vraiment se moquer du monde.

LES VRAIS RAISONS

Ce qui perce dans l'argumentation de Duclos, c'est le pourquoi de l'échec de 1944-45. Non, l'Amérique ne pouvait pas, ni en un jour ni même en six mois, « renverser les alliances », car les rapports de forces ne le permettaient pas; mais Staline avait une peur constante d'un tel renversement, parce qu'il n'avait aucune confiance dans les communistes français, italien, chinois, yougoslave, parce qu'il considère, comme le mot courait à Moscou dans certain milieu, « qu'un bataillon de l'Armée Rouge vaut plus que toute l'Internationale Communiste ». Staline voulait à tout prix maintenir une collaboration à longue échéance avec les Américains, et il sacrifia à cette collaboration les chances révolutionnaires exceptionnelles que nous avions en 1944. L'affaire n'a pas marché. Les Américains ont jeté la bombe atomique et commencé à menacer l'U. R. S. S. Washington ne voulut rien savoir de la « coexistence pacifique ». Mais entre temps, le coche était raté. La classe ouvrière française, le mouvement communiste français avait été sacrifié. Malgré toutes les justifications cette éminence avait éclaté aujourd'hui aux yeux de tous.

A la prochaine occasion aucun travailleur ne la recommandera.

NOUVELLES de l'Internationale

NANNI DORE

La section italienne de la IV^e Internationale vient de perdre, à la suite d'un accident d'automobile, le camarade Nanni Dore, membre du Comité Central. Il avait mené un travail important parmi les paysans de Sardaigne, d'abord comme membre des Jeunes Socialistes, puis comme dirigeant du Groupe communiste Révolutionnaire depuis sa fondation. Sa mort constitue une grande perte pour nos camarades italiens à qui nous exprimons toute notre sympathie dans cette circonstance douloureuse.

DEUX DIRIGEANTS TROTSKYSTES CINGALAIS A PEKIN

Edmund Samarkkody et Hector Fernando, membres du Lanka Samasamaja (section cingalaise de la IV^e Internationale), ont quitté Ceylan le 14 septembre pour se rendre au Congrès de la Paix à Pékin.

Le but de la conférence est soutenu par le Lanka Samasamaja: « chercher les voies et les moyens pour assurer la paix en Asie ». « La Chine du peuple » de Pékin confirme que N. M. Perera et L. Goonewardene dirigeants trotskystes, sont membres du Comité d'organisation cingalais de la Conférence des peuples d'Asie.

JAPON

Le succès électoral que vient de remporter le Parti Socialiste de gauche, gagnant 56 sièges, reflète le grand afflux des masses vers ce parti. De plus le Conseil Général des Syndicats (Sohyo) a officiellement soutenu le P. S. de gauche.

Il a mené sa campagne sur un programme qui, bien que confus, contenait des revendications reflétant les aspirations des travailleurs: neutralité et indépendance du Japon, abolition des clauses militaires du traité de paix, abolition du pacte de sécurité et de l'accord administratif, maintien de la constitution interdisant le réarmement, ouverture du commerce sino-japonais, plein emploi, liberté complète pour l'activité politique du mouvement ouvrier.

Mais on peut se demander s'il pourra conserver et organiser les travailleurs à cause de sa politique et de son régime d'organisation extrêmement lâche, sans activité quotidienne ni effort d'éducation.

Le Sohyo développe une large campagne pour un relèvement de 40 à 50 % des salaires. Des négociations ont commencé chez les mineurs et les électriciens.

LES TROTSKYSTES AMÉRICAINS dans la campagne électorale

Le « Socialist Workers Party » (Trotskyiste) s'engage dans la bataille, s'opposant à l'abolition des droits démocratiques, à la politique de guerre, réclamant l'action politique de la classe ouvrière indépendante des politiciens bourgeois.

Malgré de graves difficultés, les candidats trotskystes, Farrell Dobbs et Myra Tanner Weiss, mènent une campagne vigoureuse, visitant les centres ouvriers les plus importants du pays, parlant à la radio et à la télévision, organisant des controverses publiques avec des adversaires du Socialisme. Leur campagne s'étend également à des Etats où les partis minoritaires sont exclus du scrutin (Illinois, Ohio). Ils ont mis sur pied un comité pour la lutte contre l'infâme loi anti-démocratique Trucks dans l'Etat de Michigan.

Les centaines de lettres reçues après leurs discours télévisés constituent la preuve impressionnante de l'écho que nos idées trouvent déjà dans certains milieux ouvriers. Répandre davantage les idées socialistes aux Etats-Unis, voilà précisément le but de la campagne électorale du S. W. P. Nous ne croyons pas qu'un très grand nombre d'ouvriers votera pour nos candidats en 1952; mais nous sommes conscients de préparer le terrain pour un grand mouvement politique de la classe ouvrière en offrant à de nombreux ouvriers et étudiants l'occasion d'examiner notre programme, en gagnant des amis un peu partout, en suscitant une résistance croissante à l'hystérie anti-trotskyiste.

Charles HANLEY.

POUR LE DEVELOPPEMENT ET LE SUCCES DE LA CAMPAGNE POUR LES SALAIRES

Le cynisme avec lequel gouvernement et patronat poursuivent leur comédie de baisse et s'obstinent à bloquer les salaires provoque aujourd'hui, dans l'ensemble des couches laborieuses, plus qu'un mécontentement, un écœurement général.

C'est pourquoi, l'initiative du Bureau Confédéral de la C. G. T. qui, la semaine dernière, renouvelait des propositions d'unité à toutes les centrales, afin d'envisager des actions communes propres à arracher une augmentation immédiate des salaires, exiger la réunion de la Commission Supérieure des Conventions Collectives, imposer un salaire minimum garanti, est tout à fait opportune et pourrait être le point de départ d'une grande offensive de toute la classe ouvrière.

Bien que le Bureau Confédéral de la C. G. T. ait déclaré « inviter » ses organisations et ses militants à faire connaître sa position aux autres travailleurs, il semble malheureusement que ce mot d'ordre d'unité n'ait été appliqué, à part quelques entreprises que fort timidement.

Pourtant les travailleurs sont prêts à l'unité d'action! L'information donnée par « L'Humanité » du 2-10-52 dans son article: programme d'action de la C. G. T. qui fait état de manœuvres de dirigeants de certaines centrales et d'organisations socialistes pour empêcher l'union, n'est pas une raison valable pour expliquer le peu de résonance obtenue par cette nouvelle campagne pour l'unité. Il est vrai que les dirigeants de certaines centrales qui défendaient déjà avant les vacances la soi-disant baisse Pinay, continuent et poursuivront leur sale travail d'agent du gouvernement. Mais, quant à duper aujourd'hui leurs propres adhérents (si ceux-ci y ont jamais cru) sur cette fameuse baisse, ils sont au bout du rouleau. Ces travailleurs constatent bien tous les mois — comme ceux de la C. G. T. — une baisse, mais c'est celle de leur pouvoir d'achat et ils sont prêts, dans les entreprises, à faire l'union à la première occasion.

L'unité se fera, si la direction de la C. G. T. donne beaucoup plus d'ampleur à cette campagne, si l'ordre est donné (et pas seulement l'invitation) à toutes les fédérations et sections, à tous les militants de tout mettre en œuvre pour sa réussite, si la V. O. et autres journaux syndicaux en font une plus large propagande, si par ailleurs l'Humanité y consacre autant de place que pour les Congrès des Peuples.

L'unité se fera (comme chez Voisin et Electro-Lux) si dans toutes les entreprises, les sections de la C. G. T. prennent l'initiative d'organiser, avec les sections de tous les autres syndicats, des référendums pour connaître les revendications particulières à chacun et la position de chacun sur les revendications communes à tous, de convoquer des assemblées générales du personnel, afin que tous les travailleurs discutent ensemble démocratiquement de leurs revendications et de leurs moyens d'action.

C'est le seul moyen de s'entendre et de faire comprendre par exemple: qu'en définitive les heures supplémentaires profitent au patron et qu'à la fin des fins elles paient la préparation à la guerre, que les primes à la productivité détournent l'attention des travailleurs de leurs salaires de base, amènent les cadences infernales, les gardes-chiourmes et le chômage, qu'un grand éventail hiérarchique divise les travailleurs en catégories et les désolidarise, que le relèvement des salaires de 40 heures de 13 ou de 15 % doit être un premier pas vers le niveau de 36, que les conventions collectives ne garantiront rien si le grondement des travailleurs ne se fait pas entendre derrière la porte! Si une véritable échelle mobile n'est pas arrachée! Si un salaire minimum vital autre que celui qui autorise l'achat d'un costume de 3.000 francs tous les deux ans n'est pas obtenu!

C'est de cette façon qu'on peut entraîner tout le monde dans la lutte.

Il faudrait surtout faire des assemblées générales. S'abstenir dans ces Assemblées de parler de certains problèmes politiques de nature à mécontenter ou laisser indifférents certains travailleurs et servir de prétextes aux dirigeants des autres centrales pour briser l'unité et l'action. Cela ne signifie pas que les travailleurs ne comprennent pas que leurs luttes posent des problèmes politiques, tel que celui du gouvernement qui veut leur faire payer la préparation à la guerre.

Ils comprennent très bien que les revendications communes à toute la classe ouvrière ne seront point satisfaites sans une lutte profonde, à l'échelle nationale, contre le patronat et le gouvernement. Mais c'est à travers l'action unie que les militants de la C. G. T. pourront démontrer à tous les travailleurs que ce gouvernement, organisme de gestion des intérêts de la bourgeoisie, prépare en même temps que la guerre contre l'U.R.S.S., la Chine, les démocraties populaires, les peuples coloniaux en révolte, la destruction en tant que classe organisée des prolétaires de tous les pays.

Correspondant Banlieue Ouest.

A BREST

Les organisations syndicales C. G. T., F. O. et C. F. T. C. de l' Arsenal et de la Pyrotechnie de Saint-Nicolas se sont unies pour réclamer la parité des salaires avec ceux de la métallurgie parisienne. De l'aveu même des services officiels, certaines catégories d'ouvriers ont des salaires inférieurs de 6 à 8 % à ceux des ouvriers de l'industrie privée.

DANS LE RHONE

Les sections syndicales C.G.T., C.F.T.C., F. O. des usines Rhône-Poulenc, Saint-Fons, ainsi que celle de chez Gendron ont envoyé une lettre commune au Ministre du Travail réclamant la revalorisation des salaires pour revenir au pouvoir d'achat de septembre 1951.

A AVIGNON

Les organisations syndicales de l'usine de textile artificiel S. I. P. R. A. (600 ouvriers), C. G. T., F. O., C. F. T. C. ont mis au point un programme commun de revendications. Elles ont demandé aux unions départementales, aux fédérations, aux centrales C. G. T., C. F. T. C., F. O. DE S'UNIR pour permettre aux salariés d'obtenir satisfaction de leurs revendications.

CHEZ LES CHEMINOTS

La C. G. T., F. O. et la C. F. T. C. se sont unies pour l'organisation d'un référendum à la base dans les gares et les dépôts.

DANS D'ALIMENTATION

Les Fédérations C. G. T., F. O., C. F. T. C. ont en commun appelé les travailleurs des sucreries et distilleries à organiser l'action dans chaque entreprise.

LA PRESSE PATRONALE DONNE LES RAISONS DU CHOMAGE

La politique d'armement a entraîné la crise de « surproduction » dans les entreprises des biens de consommation. Certaines qui attendent les commandes militaires pourront réembaucher mais la plupart resteraient touchées par le marasme économique. Le résultat: des centaines de milliers de

chômeurs totaux ou partiels pour qui c'est la misère. Des comités de chômeurs commencent à se constituer, des cahiers de revendications sont rédigés. Les Centrales syndicales doivent s'unir pour obliger le gouvernement à donner aux chômeurs une allocation qui leur permette de vivre.

« L'Usine Nouvelle », le journal des gros patrons de l'industrie lourde, donne les informations suivantes.

— Les entreprises importantes de chaudronnerie et de grosse mécanique en particulier celles travaillant POUR LA DEFENSE NATIONALE sont très actives. Les difficultés en approvisionnement de matières premières ont disparu. La durée hebdomadaire de travail est de 45 à 48 heures. Dans les industries de la construction navale et de réparation navale la situation est stable et va en s'améliorant.

— Et pour donner de l'optimisme à ses amis de l'industrie lourde « L'Usine Nouvelle » précise qu'en 1953, le développement du programme d'armement porte sur les constructions navales, sur les fabrications de véhicules, sur la production des tôles moyennes et aussi sur les travaux du bâtiment et du génie civil.

— Par contre, les entreprises métallurgiques du secteur des biens de consommation subissent une crise.

La situation, écrit-elle, est mauvaise pour les moyennes et petites entreprises dont l'activité varie selon leur genre de fabrication (lisez selon les variations du pouvoir d'achat des travailleurs). On assiste à une réduction constante de l'activité dans les branches suivantes: quincaillerie, articles de ménage, outillage, emballage métallique, industrie du cycle, coutellerie, horlogerie, machines agricoles, appareils de chauffage, appareils électriques, émaillerie.

D'où, poursuit « L'Usine Nouvelle », les réductions d'horaires de travail et les licenciements. Les plus importants ont été fait dans l'industrie des machines agricoles, du cycle, de l'horlogerie.

Préparation à la guerre égale misère et chômage pour les travailleurs.

LE CHOMAGE DANS LE TEXTILE

100.000 travailleurs du textile chôment totalement. 400.000 chôment partiellement.

Une enquête officielle reconnaît que dans l'habillement la moyenne pour l'horaire de travail est de 32 heures. 60 % du personnel des cuirs et peaux chôment totalement ou partiellement.

L'exploitation patronale n'a cessé de croître. C'est ainsi que dans la Vienne, à l'usine Dyant, on peut signaler l'exemple suivant: en 1938 l'usine produisait 100.000 kilos de laine par mois et maintenant elle en produit 120.000 kgs. Les machines n'ont pas changé. Ce sont donc les fleuses et les rattacheuses qui ont fait l'effort pour augmenter la plus-value du patron.

Mais pourquoi ce chômage?

A cause de la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Ainsi par exemple: en 1938 le prix d'un costume égalait le salaire de 15 heures de travail; en 1952 il égale celui de 80 heures. Avant-guerre 19 % du salaire était consacré à l'achat des vêtements; maintenant 10 %. Il n'est donc pas étonnant que les travailleurs ne puissent pas s'acheter de vêtements.

Mais il faut aussi parler des taxes. Sur un costume de 13.500 francs il y a 2.420 francs de taxe. Autre exemple: pour le fil les taxes à la production s'élève à 19,81 %.

L'ACTION DES CHOMEURS DE BREST

A Brest de nombreux travailleurs sont aujourd'hui sans travail. A l'appel du Syndicat C. G. T. ils ont formé un Comité de défense des chômeurs et se sont rendus à la sous-préfecture pour réclamer l'ouverture immédiate de la caisse de chômage.

A la suite du licenciement de 40 ouvriers chez Champenon-Bernard une délégation des Unions locales de Brest C.G.T., C.F.T.C., F. O., s'est rendue à la préfecture pour réclamer un déblocage des crédits afin d'ouvrir la caisse de fonds de chômage de Brest.

Par ailleurs le Conseil Municipal a décidé, à l'unanimité, de demander que l'allocation de chômage soit portée à 75 % du salaire normal. Enfin le front unifié s'étant réalisé dans le Conseil Municipal entre les communistes et les socialistes, une majorité a été acquise pour décider qu'une délé-

gation irait à Paris réclamer des crédits pour la reconstruction.

Les chômeurs de Brest, réunis en Assemblée générale à la Maison des Syndicats, ont ainsi formulé leurs revendications:

1. A ce que tous les chômeurs sans exception aient la possibilité d'être inscrits au chômage;

2. Que soit immédiatement ouverte la caisse de fonds de chômage comme l'a réclamé le conseil municipal de Brest dans sa réunion du 4 août et que les chômeurs soient indemnisés sur la base de 75 % des heures chômées;

3. La gratuité de l'hébergement dans les cantonnements de l'O. N. C. O. R. pour tous les chômeurs;

4. La gratuité des frais de transport permettant aux ouvriers de faire pointer leur carte et de chercher du travail;

5. Demandent à ce que les services de la main-d'œuvre fassent diligence près de la caisse d'allocations afin que les familles puissent percevoir celles-ci très rapidement;

6. Réclament la possibilité par l'intermédiaire du bureau du comité, de contrôler l'embauchage afin que soient défendus les droits des chômeurs;

7. Demandent à la municipalité de se pencher sur leur situation et réclament l'ouverture d'une cantine gratuite ainsi que le relèvement des secours accordés jusqu'ici et qui se chiffrent à la somme ridicule de 190 francs pour le célibataire, 380 francs pour les mariés.

Tenant compte que les chômeurs ne sont pas responsables du manque de travail, exigent que les pouvoirs publics, les services intéressés, fassent droit à leurs légitimes revendications.

A GENTILLY

Les usines Sanders à Gentilly qui produisent des machines comptables ont licencié depuis le début de l'année 115 travailleurs. 40 sont à nouveau menacés.

CHEZ FORD

400 ouvriers de chez Ford ont été licenciés pour raisons de commandes militaires non passées.

DANS LE BEAUVAISIS

Une grande usine de textile artificiel a dû suspendre son activité pendant deux mois afin de changer de fabrication. Les ouvriers vont après ce chômage retrouver du travail, mais ils travailleront pour la guerre.

Suite de l'article de P. Frank

fonction des besoins de la diplomatie du Kremlin et qui sont prêts à leur sacrifier les intérêts fondamentaux des masses de leur pays, ceux-là ne peuvent tolérer dans leur sein des hommes qui expliquent publiquement qu'en 1944 ils n'ont pas pris le pouvoir « pour rester fidèles à (leurs) engagements », à ceux qui avaient été pris avec Roosevelt à Téhéran et Yalta. Choisisant comme moment le plus favorable la période actuelle d'inactivité des masses, ils ont pris les devants pour faire une véritable opération fractionnelle contre la masse du parti. L'affaire Marty-Tillon se terminera-t-elle par des « autocritiques » bien tassées ou des exclusions? Il est difficile de le dire et la direction du P. C. F. elle-même n'est peut-être pas fixée; elle sait bien que les résolutions unanimes des cellules sont une chose qui ne reflète pas la stupeur et le trouble des militants communistes. De toute façon, ce qui se passe est très utile pour la classe ouvrière de ce pays. Le monolithisme du P. C. F. a reçu un coup puissant; le prestige de la direction bureaucratique a été atteint; une vie politique — encore bien frêle et bien rudimentaire — se développe autour de cette affaire. Le nombre des militants qui, chacun dans son coin, ruminait ses doutes sur la politique du B. P. sera considérablement augmenté. L'esprit critique de chacun d'eux se fortifiera. Et tous ces phénomènes seront de plus en plus stimulés par le développement de la situation qui portera tous les problèmes politiques au niveau le plus élevé. Une opération bureaucratique dans l'appareil du P. C. F. peut réussir aujourd'hui. Mais elle ne peut pas éliminer les courants de gauche qui se développent, qui aujourd'hui n'ont pas la force politique de mener une bataille ouverte et organisée dans le Parti, mais qui demain, appuyés sur une classe en bataille pour le pouvoir, briseront l'emprise du stalinisme.

Pierre FRANK.

LA RÉOLUTION DU CONGRÈS C. G. T. RENAULT ouvre la voie à l'unité d'action démocratique

« Une large discussion s'est en particulier ouverte sur les événements du 12 février et du 4 juin. Ils pensent qu'il était juste en ces circonstances d'appeler les travailleurs à l'union et à l'action...

Mais ils regrettent tout particulièrement que ces mouvements n'aient pas été préparés par une large consultation des ouvriers eux-mêmes...

Ils sont pleinement conscients que l'action ne peut être victorieuse que dans l'unité la plus complète de tous les travailleurs.

C'est pourquoi, sans rien renier de la justesse de leur programme revendicatif...

Ils sont prêts à étudier avec tous les travailleurs C. F. T. C., F. O., C. G. C., S. I. R. et inorganisés, des revendications précises, susceptibles de rallier toutes les opinions et concernant l'augmentation des salaires, traitements, pensions et retraites...

Tout doit être mis en œuvre pour que soit réalisée l'unité dans les ateliers et services et pour que toutes les organisations syndicales acceptent de se rencontrer à tous les échelons, comme le Bureau Confédéral de la C. G. T. l'a demandé bien des fois aux autres Bureaux Confédéraux, dans le but de coordonner le développement de la campagne revendicative...

Le Congrès met en avant les deux mots d'ordre essentiels.

— 25 francs de l'heure...

— 40 heures payées 48.

Mais ils estiment que c'est aux travailleurs eux-mêmes de rechercher dans l'unité toutes les revendications qu'ils défendent en commun et les formes d'organisation et d'action correspondant le mieux aux conditions particulières du moment, pour engager la lutte et gagner la bataille des salaires.

Ils saluent la participation importante de travailleurs Nord-Africains aux travaux du Congrès. Ils appellent l'attention des travailleurs français sur les revendications de ces camarades qui mènent la lutte à leurs côtés, contre l'exploiteur commun.

Ils s'engagent à travailler sans relâche à la réorganisation de leurs Sections Syndicales, à développer l'esprit de responsabilité et de démocratie à tous les échelons et à œuvrer à la réalisation de l'unité pour obtenir de meilleures conditions de vie.

EXTRAITS